

Les Echos

Les Français et la rupture conventionnelle

Sondage Elabe pour Les Echos

5 mars 2026



Fiche technique

Etude ELABE réalisée pour Les Echos

INTERROGATION

- Echantillon de **1 001** personnes, représentatif des résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.

CONSTITUTION DE L'ÉCHANTILLON

- La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la **méthode des quotas** appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération.

MODE DE RECUEIL ET DATES DE TERRAIN

- Interrogation par Internet du **3 au 4 mars 2026**.

Notes sur les marges d'erreur

Pour un échantillon de 1 000 personnes, les marges d'erreur sont les suivantes avec un niveau de confiance de 95% :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 1,4	3.6 et 6.4
10	+/- 1,9	8.1 et 11.9
15	+/- 2,2	12.8 et 17.2
20	+/- 2,5	17.5 et 22.5
25	+/- 2,7	22.3 et 27.7
30	+/- 2,8	27.2 et 32.8
35	+/- 3	32 et 38
40	+/- 3	37 et 43
45	+/- 3,1	41.9 et 48.1
50	+/- 3,1	46.9 et 53.1
55	+/- 3,1	51.9 et 58.1
60	+/- 3	57 et 63
65	+/- 3	62 et 68
70	+/- 2,8	67.2 et 72.8
75	+/- 2,7	72.3 et 77.7
80	+/- 2,5	77.5 et 82.5
85	+/- 2,2	82.8 et 87.2
90	+/- 1,9	88.1 et 91.9
95	+/- 1,4	93.6 et 96.4

Exemple de lecture :

Pour un résultat observé de **25%**, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre **22,3%** et **27,7%**.

Principaux enseignements

Rupture conventionnelle : un outil jugé utile mais qui fait l'objet d'abus

Une courte majorité de Français estime que la rupture conventionnelle est surtout un outil utile qui convient aux deux parties (employé et employeur), en protégeant les salariés et en évitant les conflits pour l'employeur (54%).

Mais, 45% de Français pensent que ce dispositif fait l'objet d'abus :

- par certains salariés, qui l'utilisent pour « prendre une pause » en quittant leur travail et en touchant le chômage, sans avoir à démissionner (27%)
- par certains employeurs, qui s'en servent pour se séparer d'un salarié à moindre coût (plutôt qu'un licenciement) (18%)

59% des actifs déclarent que l'outil est utile pour les deux parties – jusqu'à 62% pour les salariés du privé (vs 52% pour les salariés du public) et 63% des ouvriers. Inversement, un tiers des retraités juge que le dispositif fait l'objet d'abus par certains salariés (34%).

Politiquement, les électeurs du NFP décrivent davantage l'outil comme utile (63%) alors que les autres électorats critiquent d'abord l'abus par les salariés : 38% des électeurs d'Ensemble, 36% LR/DVD/UDI et 34% du Rassemblement national.

Un système à revoir pour 46% des Français et à conserver pour 43%

Ces dernières semaines, un accord a été trouvé entre les organisations patronales et plusieurs syndicats pour durcir les règles des ruptures conventionnelles, prévoyant de réduire la durée d'indemnisation chômage à 15 mois (contre 18 mois actuellement) pour les personnes de moins de 55 ans (et 20,5 pour ceux de plus de 55 ans contre 22,5 voire 27 mois actuellement).

Interrogés à ce sujet, 43% des Français estiment qu'il faut garder le système actuel, avec 18 mois d'indemnisation maximum, comme pour les autres demandeurs d'emploi. A l'inverse, 46% des Français pensent qu'il faut réduire... :

- ...à 15 mois d'indemnisation comme le propose le nouvel accord (31%)
- ...encore davantage la durée d'indemnisation et l'accès aux ruptures conventionnelles, avec des règles encore plus strictes (15%)

11% de Français privilégient de supprimer entièrement le dispositif de « rupture conventionnelle ».

Les actifs préfèrent également que le système soit conservé en l'état (49%) - notamment les employés (51%) et ouvriers (54%) - tandis que les retraités sont plus critiques (19% pour la suppression, 23% pour réduire encore + que 15 mois).

Politiquement, les électeurs du NFP considèrent davantage qu'il faut préserver le système (63%) que les électeurs d'Ensemble et de droite qui sont plus favorable à la réduction du nombre de mois d'indemnisation à 15 mois (respectivement 49% et 40%) voire plus (20% et 21%). Les électeurs RN sont plus partagés.

Principaux enseignements

La priorité pour faire des économies sur l'Assurance chômage ? Le contrôle et l'accompagnement des demandeurs d'emploi plutôt que la réduction des droits

Pour faire des économies sur l'Assurance chômage, 44% des Français estiment qu'il faut prioritairement renforcer le contrôle et l'accompagnement des demandeurs d'emploi. Parmi les deux autres solutions envisagées, 25% des Français préconisent de faire contribuer les entreprises qui abusent des ruptures conventionnelles, par un malus financier et 17% de réduire la durée/des droits après rupture conventionnelle (comme dans l'accord). 13% considèrent qu'il ne faut pas chercher à faire des économies sur l'Assurance chômage.

Le renforcement des contrôles et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi est prioritaire dans toutes les catégories de population. Toutefois, il est intéressant d'observer que les actifs sont plus nombreux à déclarer qu'il faut faire contribuer les entreprises qui abusent des ruptures conventionnelles (28%) tandis que les retraités estiment davantage qu'il faut réduire la durée/les droits après rupture conventionnelle (23%).

Au niveau politique, des distinctions s'observent :

- Les électeurs du NFP mettent au même niveau la contribution des entreprises qui abusent des ruptures conventionnelles (35%) que le renforcement des contrôles et l'accompagnement des demandeurs d'emploi (34%). Près d'un quart d'entre eux juge qu'il ne faut pas chercher à faire des économies sur l'Assurance chômage (23%).
- Les autres électeurs mettent en priorité le contrôle et l'accompagnement des demandeurs d'emploi - notamment les électeurs d'Ensemble (59%). A noter que la réduction de la durée/des droits après rupture conventionnelle est également une option jugée plus prioritaire des électeurs d'Ensemble (25%).

Rupture conventionnelle : un outil jugé utile mais qui fait l'objet d'abus

Selon vous, le dispositif de rupture conventionnelle est surtout... ?
En % - Ensemble des Français

Un outil utile qui convient aux deux parties
(employé et employeur), en protégeant les salariés
et en évitant les conflits pour l'employeur



Un dispositif qui fait l'objet d'abus par certains
salariés, qui l'utilisent pour « prendre une pause »
en quittant leur travail et en touchant le
chômage, sans avoir à démissionner



Un dispositif qui fait l'objet d'abus par certains
employeurs, qui s'en servent pour se séparer
d'un salarié à moindre coût
(plutôt qu'un licenciement)



Sans-réponses : 1

Résultats selon la CSP				
	<u>ACTIFS</u>		<u>RETRAITES</u>	
Outil qui convient aux deux parties		59		44
Abus par certains <u>salariés</u>		23		34
Abus par certains <u>employeurs</u>		17		20

Un système à revoir pour 46% des Français et à conserver pour 43%

A propos des ruptures conventionnelles, pensez-vous qu'il faut... ?

En % - Ensemble des Français

Garder le système actuel,
avec 18 mois d'indemnisation maximum,
comme pour les autres chômeurs



43

Réduire à 15 mois d'indemnisation
comme le propose le nouvel accord



31

Réduire encore davantage la durée d'indemnisation
et l'accès aux ruptures conventionnelles,
avec des règles encore plus strictes



15

Supprimer entièrement le dispositif
de « rupture conventionnelle »



11

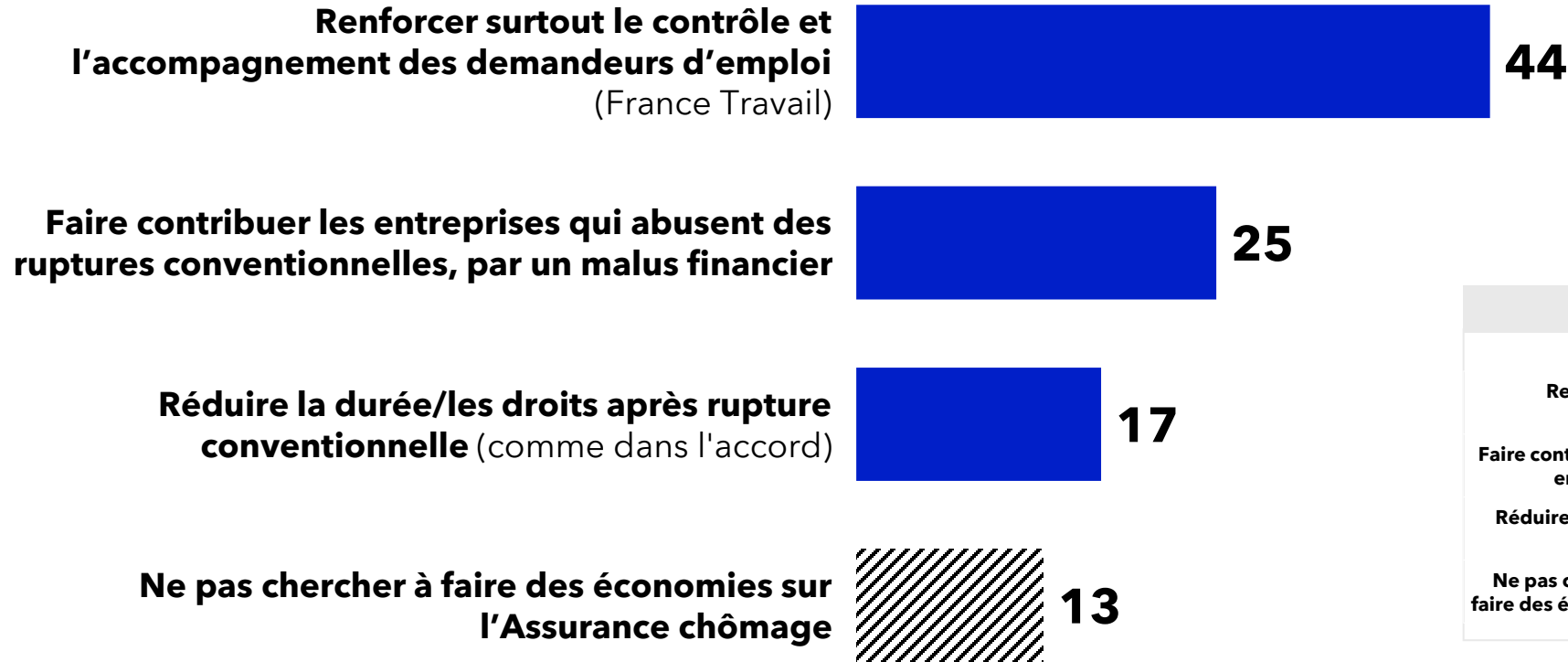
Résultats selon la CSP			
	ACTIFS		RETRAITES
Garder le système actuel	49		26
Réduire à 15 mois	30		32
Réduire encore davantage	13		23
Supprimer le dispositif	8		19

La priorité pour faire des économies sur l'Assurance chômage ?

Le contrôle et l'accompagnement des demandeurs d'emploi plutôt que la réduction des droits

Pour faire des économies sur l'Assurance chômage, selon vous la priorité devrait être... ?

En % - Ensemble des Français



Sans-réponses : 1

Résultats selon la CSP			
	ACTIFS		RETRAITES
Renforcer le contrôle	42		49
Faire contribuer les entreprises	28		18
Réduire la durée/droits	15		23
Ne pas chercher à faire des économies	14		9

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Selon vous, le dispositif de rupture conventionnelle est surtout... ?

En %	Un outil utile qui convient aux deux parties (employé et employeur), en protégeant les salariés et en évitant les conflits pour l'employeur	Un dispositif qui fait l'objet d'abus par certains salariés, qui l'utilisent pour « prendre une pause » en quittant leur travail et en touchant le chômage, sans avoir à démissionner	Un dispositif qui fait l'objet d'abus par certains employeurs, qui s'en servent pour se séparer d'un salarié à moindre coût (plutôt qu'un licenciement)	Sans-réponses
Total	54	27	18	1
SEXE DU REpondant				
Hommes	48	30	20	2
Femmes	59	24	16	1
AGE DU REpondant				
18-24 ans	57	27	14	2
25-34 ans	63	21	14	2
35-49 ans	58	21	21	0
50-64 ans	53	30	16	1
65 ans et plus	46	32	21	1
PROFESSION DU REpondant				
ACTIFS	59	23	17	1
Agric., artisans, comm.	58	31	11	0
CSP+	58	23	19	0
Cadres	59	23	18	0
Prof. intermédiaires	57	23	20	0
CSP-	59	22	17	2
Employés	57	22	19	2
Ouvriers	63	22	14	1
INACTIFS	48	32	19	1
Retraités	44	34	20	2
Autres inactifs	56	26	17	1
CATEGORIE D'AGGLOMERATION				
Communes rurales	55	28	17	0
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	59	29	11	1
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	46	29	20	5
GRANDES AGGLOS	54	24	21	1
100.000 hab. et plus	54	24	22	0
Agglomération parisienne	53	26	20	1
REGION DE RESIDENCE (UDA5)				
Région parisienne	51	29	19	1
Province	55	26	18	1
Nord-Est	58	23	18	1
Nord-Ouest	50	30	18	2
Sud-Ouest	58	25	17	0
Sud Est	54	26	18	2

Détail des résultats

Par catégories politiques

Selon vous, le dispositif de rupture conventionnelle est surtout... ?

En %	Un outil utile qui convient aux deux parties (employé et employeur), en protégeant les salariés et en évitant les conflits pour l'employeur	Un dispositif qui fait l'objet d'abus par certains salariés, qui l'utilisent pour « prendre une pause » en quittant leur travail et en touchant le chômage, sans avoir à démissionner	Un dispositif qui fait l'objet d'abus par certains employeurs, qui s'en servent pour se séparer d'un salarié à moindre coût (plutôt qu'un licenciement)	Sans-réponses
Total	54	27	18	1
PREFERENCE PARTISANE				
TOTAL GAUCHE	56	17	25	2
La France insoumise (FI)	63	11	24	2
Europe Ecologie / Les Verts	58	16	23	3
Le Parti Socialiste (PS)	54	22	22	2
TOTAL LREM ET ALLIES	47	42	9	2
La République en marche	40	46	11	3
TOTAL DROITE	43	31	25	1
Les Républicains	46	32	21	1
TOTAL RN/RI	49	35	14	2
Le Rassemblement National	52	32	15	1
Reconquête ! (d'Éric Zemmour)	27	57	4	12
SANS PREFERENCE PARTISANE	58	24	18	0
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)				
Jean-Luc MELENCHON	63	10	25	2
Yannick JADOT	65	15	20	0
Emmanuel MACRON	47	37	15	1
Valérie PECRESSE	30	50	19	1
Marine LE PEN	52	31	17	0
Eric ZEMMOUR	38	46	11	5
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	55	24	20	1
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)				
Emmanuel MACRON	53	29	17	1
Marine LE PEN	50	32	16	2
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	57	21	21	1
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)				
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	63	13	23	1
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	46	38	13	3
LR, DVD, UDI	41	36	23	0
Rassemblement National et ses alliés	50	34	14	2
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	56	24	19	1

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

A propos des ruptures conventionnelles, pensez-vous qu'il faut... ?

En %	Garder le système actuel, avec 18 mois d'indemnisation maximum, comme pour les autres chômeurs	Réduire à 15 mois d'indemnisation comme le propose le nouvel accord	Réduire encore davantage la durée d'indemnisation et l'accès aux ruptures conventionnelles, avec des règles encore plus strictes	Supprimer entièrement le dispositif de « rupture conventionnelle »	Sans-réponses
Total	43	31	15	11	0
SEXE DU REPOUNDANT					
Hommes	42	31	17	10	0
Femmes	44	32	13	11	0
AGE DU REPOUNDANT					
18-24 ans	53	32	9	6	0
25-34 ans	45	43	9	3	0
35-49 ans	51	27	13	9	0
50-64 ans	46	26	19	8	1
65 ans et plus	26	33	19	21	1
PROFESSION DU REPOUNDANT					
ACTIFS	49	30	13	8	0
Agric., artisans, comm.	50	36	6	8	0
CSP+	44	34	16	6	0
Cadres	47	30	16	7	0
Prof. intermédiaires	42	37	15	6	0
CSP-	53	26	11	9	1
Employés	51	30	10	9	0
Ouvriers	54	23	13	9	1
INACTIFS	34	32	18	16	0
Retraités	26	32	23	19	0
Autres inactifs	53	33	7	7	0
CATEGORIE D'AGGLOMERATION					
Communes rurales	33	32	20	15	0
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	41	30	15	14	0
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	40	32	16	12	0
GRANDES AGGLOS	49	31	12	8	0
100.000 hab. et plus	49	30	14	7	0
Agglomération parisienne	47	34	9	9	1
REGION DE RESIDENCE (UDA5)					
Région parisienne	47	34	8	10	1
Province	42	31	16	11	0
Nord-Est	47	27	18	8	0
Nord-Ouest	41	29	16	14	0
Sud-Ouest	39	32	16	13	0
Sud Est	40	34	15	11	0

Détail des résultats

Par catégories politiques

A propos des ruptures conventionnelles, pensez-vous qu'il faut... ?

En %	Garder le système actuel, avec 18 mois d'indemnisation maximum, comme pour les autres chômeurs	Réduire à 15 mois d'indemnisation comme le propose le nouvel accord	Réduire encore davantage la durée d'indemnisation et l'accès aux ruptures conventionnelles, avec des règles encore plus strictes	Supprimer entièrement le dispositif de « rupture conventionnelle »	Sans-réponses
Total	43	31	15	11	0
PREFERENCE PARTISANE					
TOTAL GAUCHE	53	31	11	5	0
La France insoumise (FI)	85	14	0	1	0
Europe Ecologie / Les Verts	44	33	16	7	0
Le Parti Socialiste (PS)	38	41	15	6	0
TOTAL LREM ET ALLIES	22	48	21	9	0
La République en marche	17	53	23	7	0
TOTAL DROITE	24	35	26	13	2
Les Républicains	25	33	26	14	2
TOTAL RN/R!	38	33	18	11	0
Le Rassemblement National	40	33	18	9	0
Reconquête ! (d'Éric Zemmour)	22	43	7	28	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	47	26	13	14	0
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)					
Jean-Luc MELENCHON	67	23	6	4	0
Yannick JADOT	56	33	9	2	0
Emmanuel MACRON	23	44	23	10	0
Valérie PECRESSE	22	25	35	18	0
Marine LE PEN	41	30	17	12	0
Eric ZEMMOUR	18	35	8	37	2
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	47	28	14	11	0
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)					
Emmanuel MACRON	36	39	18	7	0
Marine LE PEN	39	29	16	16	0
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	51	26	12	11	0
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)					
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	63	25	8	4	0
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	20	49	20	11	0
LR, DVD, UDI	23	40	21	14	2
Rassemblement National et ses alliés	40	30	16	14	0
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	44	30	15	11	0

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Pour faire des économies sur l'Assurance chômage, selon vous la priorité devrait être... ?

En %	Renforcer surtout le contrôle et l'accompagnement des demandeurs d'emploi (France Travail)	Faire contribuer les entreprises qui abusent des ruptures conventionnelles, par un malus financier	Réduire la durée/les droits après rupture conventionnelle (comme dans l'accord)	Ne pas chercher à faire des économies sur l'Assurance chômage	Sans-réponses
Total	44	25	17	13	1
SEXE DU REpondANT					
Hommes	39	31	18	11	1
Femmes	49	19	17	15	0
AGE DU REpondANT					
18-24 ans	41	29	15	15	0
25-34 ans	43	27	15	14	1
35-49 ans	43	26	15	16	0
50-64 ans	44	26	15	14	1
65 ans et plus	46	19	25	9	1
PROFESSION DU REpondANT					
ACTIFS	42	28	15	14	1
Agric., artisans, comm.	51	20	9	20	0
CSP+	48	28	13	10	1
Cadres	48	30	11	9	2
Prof. intermédiaires	48	28	13	11	0
CSP-	35	29	18	17	1
Employés	36	28	19	16	1
Ouvriers	35	29	17	18	1
INACTIFS	46	21	21	12	0
Retraités	49	18	23	9	1
Autres inactifs	36	27	18	19	0
CATEGORIE D'AGGLOMERATION					
Communes rurales	41	20	23	15	1
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	46	26	20	8	0
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	43	23	17	17	0
GRANDES AGGLOS	44	27	15	13	1
100.000 hab. et plus	41	29	14	15	1
Agglomération parisienne	49	24	16	10	1
REGION DE RESIDENCE (UDAS)					
Région parisienne	49	25	15	10	1
Province	42	25	18	14	1
Nord-Est	40	21	19	20	0
Nord-Ouest	43	26	19	11	1
Sud-Ouest	47	27	13	12	1
Sud Est	42	27	18	12	1

Détail des résultats

Par catégories politiques

Pour faire des économies sur l'Assurance chômage, selon vous la priorité devrait être... ?

En %	Renforcer surtout le contrôle et l'accompagnement des demandeurs d'emploi (France Travail)	Faire contribuer les entreprises qui abusent des ruptures conventionnelles, par un malus financier	Réduire la durée/les droits après rupture conventionnelle (comme dans l'accord)	Ne pas chercher à faire des économies sur l'Assurance chômage	Sans-réponses
Total	44	25	17	13	1
PREFERENCE PARTISANE					
TOTAL GAUCHE	41	31	11	17	0
La France insoumise (FI)	40	28	3	29	0
Europe Ecologie / Les Verts	34	33	11	22	0
Le Parti Socialiste (PS)	41	34	17	8	0
TOTAL LREM ET ALLIES	55	19	23	3	0
La République en marche	62	14	21	3	0
TOTAL DROITE	43	19	34	4	0
Les Républicains	42	17	37	4	0
TOTAL RN/RI	41	24	23	11	1
Le Rassemblement National	45	23	20	11	1
Reconquête ! (d'Éric Zemmour)	15	26	52	7	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	43	24	16	16	1
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)					
Jean-Luc MELENCHON	29	37	10	24	0
Yannick JADOT	45	37	10	8	0
Emmanuel MACRON	61	14	22	3	0
Valérie PECRESSE	48	11	36	3	2
Marine LE PEN	45	22	21	11	1
Eric ZEMMOUR	34	23	35	8	0
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	42	26	15	16	1
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)					
Emmanuel MACRON	50	21	19	10	0
Marine LE PEN	46	24	19	11	0
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	37	29	15	18	1
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)					
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	34	35	8	23	0
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	59	14	25	2	0
LR, DVD, UDI	41	26	23	6	4
Rassemblement National et ses alliés	46	25	18	10	1
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	43	23	19	14	1

Sondage Elabe pour Les Echos

11 rue de Rouvray
92200 Neuilly sur Seine / FR
Tél. +33 (0)1 57 64 01 60
@elabe_fr
www.elabe.fr

